

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE du Pays Bellegardien

Modification simplifiée n°1

Notice explicative

Certifié conforme et vu pour rester annexé
à ma délibération du 6 octobre 2016,

Le Président,

Patrick PERREARD



Table des matières

Rappel réglementaire	3
Contexte	4
Découverte et expertise du site	4
Enjeux touristiques et patrimoniaux	6
Protection et mise en valeur du site.....	6
Modification simplifiée du SCOT	7

Rappel réglementaire

La commune de PLAGNE est située en zone de Montagne au sens de la Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement à la protection de la montagne.

A ce titre, en application de l'article L.122-5 du Code de l'urbanisme, l'urbanisation doit s'y développer en continuité des villages, bourgs, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Des exceptions à ce principe de continuité de l'urbanisation sont toutefois possibles. En effet, l'article L.122-7 indique que tel est le cas lorsque le schéma de cohérence territoriale (SCOT) comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L.122-9 et L.122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels.

Si le SCOT du Pays Bellegardien préconise la préservation et la valorisation du site paléontologique de PLAGNE (Dinoplagne®), il ne prévoit pas qu'il soit fait exception à la règle de construction en continuité des bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions existants instaurée par la Loi Montagne. Or, le site paléontologique de PLAGNE, situé en discontinuité de l'urbanisation existante, n'est pas inscrit dans une zone d'urbanisation par la carte communale : les aménagements envisagés ne relèvent pas des constructions et installations susceptibles d'être admis en zone N du document.

La présente étude vise à compléter le SCOT dans ce sens, puisque que des travaux et aménagements de mise en préservation et de valorisation doivent être réalisés.

Contexte

Découverte et expertise du site

En avril 2009, sur le territoire de la commune de PLAGNE et de la Communauté de communes du Pays Bellegardien (CCPB), Madame Marcaud et Monsieur Landry de la Société des Naturalistes d'Oyonnax (SDNO) mettent au jour une très grande empreinte de dinosaure sur un chemin forestier.

Cette découverte, rapidement expertisée par deux scientifiques de l'université Lyon I, est suivie par plusieurs campagnes de fouilles menées entre 2010 et 2012.

Ces fouilles ont permis de révéler l'importance exceptionnelle de ce site. Reconnue comme unique au monde, cette piste d'empreintes de sauropode est la plus longue (155 mètres) et la plus vieille connue ; d'autres traces paléontologiques sont également découvertes (empreintes de théropode).

Ce site prend le nom de Dinoplagne®.



Il appartient à la commune de PLAGNE et fait l'objet d'une mise à disposition au profit de la CCPB dans le cadre de sa compétence « aménagement et équipement du site paléontologique de PLAGNE ».

Soucieuse de la protection du site mais aussi de son potentiel, la Communauté de communes lance en 2012 une étude de faisabilité et de définition d'un préprogramme de conservation et de valorisation de cette piste. Cette étude est menée par la société Médiéval-AFDP.

Deux études des sols et de conservation des empreintes ont également été conduites de mai à septembre 2012 par les bureaux d'études spécialisées (LERM à Arles et Aingéotechnique à Oyonnax). Ses conclusions ont été intégrées à la réflexion de Médiéval-AFDP.

Par ailleurs, le site fait l'objet de différents niveaux protections dont notamment :

- Les dispositions de la Loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne dite « Loi Montagne » précitée,
- Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 mai 1975 portant réglementation de boisement sur la commune de PLAGNE,
- Les dispositions applicables aux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF de type 2 « Massif du Haut Bugey »),
- Le site géologique surfacique – gisement d'empreintes de dinosaures,
- Un recensement dans le cadre de la stratégie nationale de création d'aires protégées (SCAP).

Enjeux touristiques et patrimoniaux

La CCPB s'est dotée d'un schéma de développement touristique et de loisirs (SDTL), adopté par le Conseil communautaire en date du 20 novembre 2014, avec pour ambition générale pour le territoire de devenir une station touristique de séjours ; pour ce faire, le SDTL prévoit un programme d'actions structurées autour de 8 axes.

La valorisation du site constitue un atout essentiel et reconnu pour le développement touristique du territoire, il est identifié comme l'un des principaux axes de développement. Le potentiel de visiteurs de Dinoplagne® est estimé environ 20 000/an.

Une mise en réseau est à l'étude en partenariat avec le parc naturel régional (PNR) du Haut Jura.

Protection et mise en valeur du site

De façon récurrente, de telles découvertes, qui mettent à jour des sites fossiles ou paléontologiques qui n'ont dû leur conservation dans le temps que par leur confinement, ne proposent généralement que deux options de gestion :

- leur totale conservation par un nouveau confinement, quelle que soit sa nature, après analyse scientifique et éventuellement leur duplication (grottes de Lascaux...),
- leur exposition publique après mesures de protection. Celles-ci, ne devant que retarder une inévitable dégradation dans le temps.

Rares sont les exemples, comme celui de la momie des glaces de Ötzi à Bolzen, ou les peintures rupestres de la Grotte Niaux pour lesquels la conservation reste conciliable avec son exposition au public.

La nature du support calcaire, très lité, sensible au ruissellement et au gel est un élément de fragilité supplémentaire du site de Dinoplagne®.

Plusieurs études ont été menées et des mesures ont été prises pour la mise à jour, l'expertise, la préservation et la mise en valeur des traces paléontologiques de leur découverte en avril 2009, jusqu'à la situation provisoire actuelle.

Ces études, réalisées à la demande de la CCPB, se poursuivent, afin de définir collectivement le programme d'aménagement du site qui permettra tout à la fois de préserver la découverte de toutes dégradations irréversibles et d'initier son programme de mise en valeur touristique, pédagogique, culturel et scientifique.

Cet aménagement nécessitera, quelles que soient les options techniques retenues, une urbanisation limitée du site, notamment par la réalisation d'une structure de couverture totale ou partielle de la découverte.

Modification simplifiée du SCOT

L'article L.122-7 du Code de l'urbanisme relatif aux exceptions au principe d'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante stipule que les dispositions de l'article L.122-5 ne s'appliquent pas lorsque le schéma de cohérence territoriale comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L.122-9 et L.122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels.

La carte communale peut alors délimiter des zones à urbaniser en discontinuité de l'urbanisation existante dans le respect des conclusions de cette étude.

Le SCOT du Pays Bellegardien prône, notamment dans son document d'orientation générales (DOG), le développement d'une offre touristique 4 saisons, et encourage notamment la maîtrise de l'accueil dans les grands sites naturels et patrimoniaux, tel que le site de Dinoplagne®.

Intégrer, au SCOT approuvé le 27 juin 2013, l'étude visée à l'article L.122-7 du Code de l'urbanisme est un additif qui n'entre pas dans l'un des trois critères énumérés à l'article L.143-29 du Code de l'urbanisme, qui imposerait la révision du document.

La présente procédure ne modifiant pas les éléments du document d'orientations générales (DOG), elle relève de la modification simplifiée prévue par l'article L143-37 du Code de l'urbanisme.